



BULLETIN de PRESSE représentation en France

81-83, RUE DE LA VERRERIE → 75004 PARIS — 271.81.45 — TELEX 213184



CETRAL

17 Fevrier 1982 N° 16

SITUATION MILITAIRE

Presque la moitié du Salvador est restée sans électricité, le 8 fevrier, à cause d'une attaque réalisé par le FMLN à la centrale de San Rafael de los Cedres au nord de San Salvador.

L'AIP a informé pour sa part de la destruction de plusieurs équipements dans une usine de micro-ondes à Chinameca, dans le département de San Miguel. Dans cette action 15 soldats ont trouvé la mort et 50 d'entre eux ont pris la fuite.

Le 11 fevrier des avions "fouga Magister" ont bombardé la zone rurale de la colline de San Pedro dans le département de San Vicente à 65 Km de la capitale. Salpress a informé que plusieurs combats ont eu lieu sur la route qui relie les villages de Delicias et Perquin

D'après un telex de PL, l'artillerie bombarde les zones situées entre les villes de Jucuaran et l'Espino jusqu'aux environs de Chirilagua dans le département de San Miguel. Les forces spéciales du quartier d'intelligence de San Francisco de Gotera renforcées par des unités et soutenues par l'artillerie et l'aviation ont attaqué les régions contrôlées par la guerrilla entre les villes d'Oscila et Delicias de la Conception situées au nord de la capitale départementale de Morazan; d'autre part ces jours derniers, la junte a envoyé à Oscila 150 soldats, un char blindé et un helicoptere nord-americain UH-LM pour renforcer les effectifs de la junte dans cette ville, malgré la mobilisation de l'armée de la junte, les guerrilleros continuent à contrôler d'importants points de la route panamericaine entre San Francisco de Gotera et la frontiere avec l'Honduras, un avion de combat et un "fouga Magister" ont mitraillé la population civile d'Ojos de Agua, dans le département de San Vicente.

Toujours selon PL, l'offensive de l'armée salvadorienne sur la région orientale du pays, Usulután et Morazan, serait destinée à echouer. A peu près 1.500 soldats y participent avec l'appui de l'artillerie et de l'aviation. Les informations reçues signalent qu'il n'y a pas eu de grands affrontements, les guerrilleros se seraient repliés avant l'offensive de la junte., junte qui a reconnu avoir envoyé "Les meilleures forces de l'armée" au nord de la capitale départementale de San Francisco de Gotera.

DROITS DE L'HOMME

La commission des droits de l'homme du Salvador a informé que pendant l'année dernière ont été assassinés au Salvador 16.376 personnes et dénoncé la detention ilegale de Carlos Eduardo Vides, Francisco Antonio Barraza et Noberto Huezo Martínez. D'autre part, la commission a exigé la liberation de Mme Maria Juana Juarez qui a été capturée le 29 Janvier dernier .

4° P. 11798

Le porte-parole du Département d'Etat, Mr. Dean Fischer, a déclaré: "Nous partageons les préoccupations sur la situation des droits de l'Homme au Salvador", préoccupations qui ont été exprimés par l'ambassadeur des Etats Unis au Salvador, Mr. Deane Hinton, dans un de ses discours qualifiant de "graves excès" les actions de l'armée dans la lutte contre la guerrilla et démontrant que le gouvernement salvadorien s'est approché, dangereusement, aux limites du tolérable.

Pour sa part, la commission de la quelle font partie les sénateurs Démocrates : Clairborne Pell et Patrick Leahy, a visité le camp de réfugiés de Santa Tecla, à 12 Kmtres au Nord-Ouest de San Salvador, où ils ont pu constater les difficiles conditions de vie et où les réfugiés ont dénoncé l'armée, qui rentre dans les camps, arrête des jeunes sous le prétexte de qu'ils appartiennent à la guerrilla. Ces jeunes on les retrouve quelques jours après, assassinés dans les alentours.

Cette commission, ainsi que celle qui a tété envoyé par le Président de la Chambre des Représentants, ont visité les bureaux du secours juridique, institution qui a dénoncé l'assassinat de plus de 13.000 personnes par l'armée et les forces de sécurité de la junte militaire démocrate-chrétienne.

DES EX-MEMBRES DE LA JUNTE SALVADORIENNE SE PRONNONCENT SUR LES ELECTIONS

Selon une dépêche de Prensa Latina du 13 Janvier, l'ex-membre de la Junte Salvadorienne, Hector DADA HIREZI a déclaré à Mexico qu'il n'existe pas au Salvador les conditions minimum pour réaliser des élections, et que le processus électoral n'a qu'un but, celui de recomposer le pouvoir avec l'extrême droite.

Accompagné de deux ex-sénateur pour la Démocratie Chrétienne, Roberto LARA et Mariana GARCIA, l'ex-ministre de la Junte a assuré que les élections préparés par les Etats-Unis dans son Pays, seront partielles et frauduleuses.

Au même moment que le chef de la junte José Napoleon Duarte, a reconnu l'incapacité de l'armée à écraser la guerrilla, les insurgents ont démontré qu'ils peuvent maintenir en échec le gouvernement et le destabiliser, a déclaré Dada Hirezi.

D'autre part, il a rajouté "Je ne vois pas comment ils pourront réaliser des élections avec des milliers de votants sans carte d'électeurs, près d'un million de personnes réfugiés à l'étranger et des milliers de personnes qui vivent dans les régions contrôlés par les guerrilleros".

Pour sa part, Mariana Garcia a déclaré: "On ne peut rien attendre d'un processus électoral dans lequel le parti politique principal a comme candidat Roberto D'AUBUISON, impliqué dans l'assassinat de l'Archevêque Oscar Arnulfo ROMERO".

Mariana GARCIA, qu'aujourd'hui préside la Commission des Droits de l'Homme au Salvador a indiqué qu'aucune élections peut avoir lieu dans un état de guerre et sur les cadavres de plus de 30 mil salvadoriens assassinés par la junte.

Elle a dénoncé le massacre des civils qui s'accroît dans la même mesure que l'aide militaire des Etats-Unis. Elle a signalé que dans le seul mois de Janvier environ 500 personnes ont été assassinés.

Les trois personnalités interviewés, ont coïncidé dans l'appréciation que le Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale et le Front Démocratique Révolutionnaire ont un vrai appui populaire, raison pour laquelle s'impose une négociation qui mettra fin au conflit qui baigne de sang le pays.

"LES NEGOCIATIONS DEVRAIENT PRECEDER LES ELECTIONS AU SALVADOR"

ADOLFO ARNALDO MAJANO

Si le Projet d'organiser des elections le mois prochain au Salvador n'est pas la cause directe des problèmes actuels du pays, el est certainement l'un des facteurs qui est à leur origine. En tant que participant du coup d'état de Octobre 1979 et qu'ancien membre de la junta au pouvoir je pense que les elections ne devraient pas avoir lieu, et que des négociations entre les forces représentatives du pays devraient être organisé au préalable.

Aucune election, tenue dans un climat de violence, avec une participation limitée et peu de discussions sinon aucune sur les enjeux, ne pourra établir les fondements d'une paix légitime au Salvador. Les négociations révéleraient les obstacles réels et les problèmes aigus qui empêchent la paix et permettraient d'établir un cadre pour ce qui doit être fait pour réconcilier la société Salvadorienne.

Bien que l'injustice sociale soit à la racine de la crise du Salvador le problème principal immédiat est celui de la violation des droits de l'Homme qui maintient le peuple dans une peur permanente et provoque une escalade dans le conflit.

De plus en plus, les salvadoriens sont entraînés dans la tourmente provoquée par le chômage et la crise économique. Elle touche toutes les couches de la population, des secteurs professionnels aux mouvements de résistance politique, et jusqu'aux franges non conformistes.

L'ampleur des problèmes qui doit affronter le Salvador, indique que le gouvernement actuel manque à la fois d'une base pour se maintenir, et des capacités à faire accepter son programme par le peuple. Le gouvernement a épuisé toutes les issues politiques des problèmes en coupant le dialogue avec l'opposition et en niant la participation d'autres secteurs dans le gouvernement. Et surtout, les efforts de la junta vont échouer parce que elle a perdu toute crédibilité et toute autorité en masquant ou en se montrant incapable de résoudre de grossières violations des droits de l'homme

Des négociations permettraient à ces problèmes d'être porté au grand jour, où ils pourraient être affrontés. Quelque soit la solution, elle doit respecter l'intégrité des forces armées qu'ont démontré l'esprit de justice qui les anime, en soutenant le coup d'état, il y a 2 ans.

Le 15 Octobre 1979, quand l'actuel gouvernemnt civil et militaire s'installa, les dirigeants déclarèrent qu'ils essaieraient de synthétiser les aspirations fondamentales de leurs concitoyens. Comme nous l'avons déjà déclaré l'objectif du coup d'état était de corriger l'inégalité et les déséquilibres, dans un cadre de compréhension mutuelle entre les différents secteurs de la société salvadorienne.

Ceux d'entre nous qui portaient l'uniforme voulaient dégager les militaires de toute politique partisane et jouer un rôle nouveau, différent du rôle traditionnel des forces armées qui est de protéger et de défendre le pays.

Ce rôle nouveau lui vaudrait le respect et les compliments de ses concitoyens et devait nous empêcher d'être manœuvré par un parti ou un groupe.

Depuis, l'équilibre s'est modifié, et le pouvoir est detenu dans les mains d'un petit groupe. Ceux la mêmes ont entraîné notre pays vers une aire plus large et plus dangeureuse de combat, dressant les militaires contre les autres citoyens.

Cela a compromis notre prestige national et militaire et compromis l'avenir de ces forces armées, car une population qui a souffert de militaires corrompus peut décider de s'en débarrasser.

Au Salvador presque tout le monde a été touché par les tragédies engendrées par le conflit. Environ 30.000 sont morts; 300.000 ont fui vers d'autres pays ou des camps de réfugiés et encore 300.000 ont été déplacés, loin de leurs maisons dans le pays.

Le seul espoir

Le seul espoir du Salvador est de revenir aux principes qui étaient les nôtres dans les coup d'état de 1979. En faisant taire tous ceux qui ne sont pas d'accord, les élections ne pourront accomplir cela.

Dans mon pays, les élections ont un passé terrible fait de fraudes et de mort. Ceux, qui, peu nombreux, ont eu le pouvoir en collaborant avec des militaires, n'ont jamais permis que les résultats des élections les désavoue.

C'est pourquoi il vaudrait mieux négocier nos différences et établir une transition naturelle qui reconnaisse le nouvel équilibre des forces politiques dans le pays. Avec des négociations, nous pourrions déterminer la forme du futur gouvernement et ensuite, tenir des élections propres, réelles, démocratiques.

C'est seulement par de tels moyens que le pouvoir politique si contesté du Salvador sera rétabli. Non par un plan superficiel conçu par la junte et totalement coupé de la réalité du Salvador d'aujourd'hui.

Bien que je me sois retiré de la vie publique, je fais un appel à la communauté internationale pour qu'elle assiste mon pays, en respectant d'abord le droit du Salvador à sa souveraine autodétermination.

Note: Le colonel Majano représente les modérés chez les militaires Salvadoriens. Il était membre de la junte issue du coup d'état de 1979. Les conservateurs ont pris le pouvoir au sein de la junte un an après et le colonel Majano, pour protester, remis sa démission. Mis en prison, il devait être exilé en Mars dernier. Il vit maintenant à Mexico. Il a écrit cet article dans le Los Angeles Times.

LES GOUVERNEMENTS EUROPEENS SE PRONONCENT...

Le gouvernement allemand, a travers son Premier Ministre Helmut SCHMITH, a signalé son refus a envoyer des observateurs aux élections prévus au mois de Mars 1982 au Salvador.

Cette position, qui est une réponse à la demande de la junte Salvadorienne afin de légitimer devant l'opinion internationale ce processus électoral, a été partagé par plusieurs gouvernement européens.

Le gouvernement du Danemark s'est rallié a cette position, ainsi que la Norvège, en déclarant le lundi 15 Février qu'elle n'enverrait pas d'observateur aux élections. Le gouvernement Norvégien a déclaré aussi être favorable a une solution négociée du conflit.

LE CONGRES NORD-AMERICAIN S'ELOIGNE DES ORIENTATIONS DE REAGAN

Sources diplomatiques ont signalé le 9 Février à Washington, que le Congrès Nord-Américain s'éloigne de plus en plus de l'orientation suivie par le gouvernement du Président Ronald Reagan dans le conflit Salvadorien.

Tandis que l'administration annonçait ses projets pour encore augmenter l'aide militaire au gouvernement salvadorien, les représentants au sénat, des deux partis politiques ont insisté sur l'urgence de promouvoir une solution négociée et déclaré qu'ils subissent une "forte

pression publique" pour arreter l'intervention des Etats-Unis au Salvador.

Pour le budget de l'année 1983 il y a des propositions pour doubler l'aide militaire au Salvador et augmenter l'aide économique.

Les chiffres du budget de 1982 sont de 26 millions de dollars pour l'aide militaire et 144 millions pour l'économique; les propositions pour la prochaine année seront de 60 et 165 millions respectivement.

Le budget de cette année est de 81 millions de dollars en tenant compte des 55 millions demandés comme "aide d'urgence" par Ronald Reagan pour éviter, ainsi, le besoin de demander l'accord du Congrès. L'administration a annoncé que le Salvador recevra encore, 100 millions de dollars pour soutenir son économie.

Les sénateurs accusent le Président

Le congrès Nord-Américain, a tiré, encore une fois le signal d'alarme sur les imminentes possibilités d'intervention militaire au Salvador et ont qualifié la situation actuelle ainsi: " Nous sommes assis au bord du précipice, presque au bord d'être involucrés militairement sans l'autorisation du Congrès" a déclaré le sénateur républicain Larry Pressler tandis que le sénateur Démocrate Paul Tsongas déclarait "La situation dans ce pays d'Amérique Centrale peut se convertir dans un autre Vietnam".

L'alarme a été tiré par le Congrès au même moment ou les plans d'actions adoptés par le Président Ronald Reagan ont été révélés. Ces plans prévoient l'envoi de soldats des "pays amis" de Washington, des incursions en signe de punition, l'espionnage et l'intervention militaire.

Une commission du Congrès Nord-américain a visité, ce dernier week-end El Salvador, pour s'informer et vérifier la veracité des déclarations de Ronald Reagan selon lesquelles "au Salvador le respect des droits de l'homme se serait amélioré".

Le président de la junte, José Napoleon Duarte, a annoncé la culpabilité de cinq des six soldats qui ont été jugés à cause de l'assassinat des quatre religieuses nord-américaines en Décembre 1980.

Cette déclaration élude le fait que jamais n'ont été jugés les assassins de plus de 30.000 morts tués par les forces armées de la junte.

Cette farse judiciaire s'inscrit dans le plan d'action du président des Etats-Unis, publié par le "Washington Post" et qui comprend "un programme renforcé d'information pour essayer de gagner l'opinion publique nord-américaine en faveur des efforts dans lesquels se sont engagés les Etats-Unis en Amérique Centrale".

Selon des observateurs, l'urgence des Etats-Unis au Salvador est déterminé par l'impossibilité de détruire la guerilla et l'effritement d'une armée fatiguée par une guerre qu'elle ne pourra pas gagner.

A Washington, 29 sénateurs ont accusé le Président Reagan, le secrétaire d'Etat Alexander Haig et le secrétaire de la Défense Caspar Weinberger d'avoir violé "l'acte des pouvoirs de guerre" (qui limite les pouvoirs de président) en envoyant des conseillers militaires au Salvador sans l'accord du Congrès.

Les accusations contre Reagan incluent "la violation de l'acte d'assistance extérieure" qui prévoit que les Etats-Unis ne peuvent pas aider les gouvernements qui violent les Droits de l'Homme, et la violation de la Convention de Genève sur les Droits de l'Homme.

UNE SOLUTION NEGOCIEE

Dans un interview réalisé par la chaîne américaine ABC, Mr; Christopher Dodd, sénateur démocrate à Massachussetts a déclaré que bien qu'on

constate dans différents domaines un certain progrès, le nombre de morts indique qu'il existe encore des sérieux problèmes

Christopher Dodd est à l'origine de l'élaboration de la loi qui conditionne l'aide militaire au respect des droits de l'homme.

Il ajoute que bien qu'il croit personnellement que Mr; Duarte fait de son mieux dans les circonstances actuelles, le problème est qu'il ne gouverne pas vraiment son pays. Ceux qui commandent et qui occasionnent tous les problèmes sont les forces de sécurité.

Il rappelle également que le secrétaire d'Etat lui-même Mr. Haig a admis devant le comité des Relations extérieures du Sénat que si "le président Duarte invitait Mr. Unge à des négociations il serait décapité par ses actuels alliés".

Mr. Dodd assure par la même occasion que l'accroissement de l'aide militaire au Salvador ne résoudra rien et qu'entraînera seulement les Etats-Unis dans le "Bourbier du Salvador". Les Etats-Unis devraient appuyer une négociation car les démocrates chrétiens et la gauche modérée veulent des négociations.

Clairbone Pell, membre de la commission de relations extérieures du Sénat, le lendemain de son arrivée de Salvador, se déclarait favorable à l'ouverture de négociations entre la junte et la guérilla, tout en poursuivant la préparation des élections prévues pour le 28 Mars.

Dans le cadre de son voyage en Amérique Centrale, Mr. Clairbone Pell a rencontré à Mexico les deux membres de la Commission Politico-Diplomatique du FDR-FMLN, Salvador Samayoa et Ana Guadalupe Martinez.

CONDAMNATIONS A L'INGERENCE NORD-AMERICAINE AU SALVADOR

Des nouvelles condamnations à l'ingérence nord-américaine au Salvador se sont enregistrées dans plusieurs capitales européennes.

A Londres, le "Financial Times" et le "The Times" ont demandé le 8 Février une solution négociée au conflit salvadorien et rejettent les menaces nord-américaines d'intervention militaire en Amérique Centrale.

Le journal "The Guardian" estime que les gouvernements de Grande-Bretagne et de l'Allemagne Fédérale s'éloignent de plus en plus de la politique de pression employée par Washington. Il se fait écho de l'accord donné par le Parti officiel social-démocrate de la RFA qui condamne les assassinats commis par la Junte Salvadorienne.

A Bonn, le vice-président du Parti Social-Démocrate, Hans Jurgen Wischewski a déclaré- contrairement à ce que Washington affirme- que la junte Salvadorennne intensifie sa politique de terreur.

A Berlin, la Fédération Démocratique Internationale des Femmes (FDIM) appelle ses différentes filiales dans 136 pays à dénoncer le climat de tension créé par les Etats-Unis en Amérique Centrale.

En Grande-Bretagne, le sous-secrétaire des Relations Extérieures pour l'Amérique Latine, Mr. Luce, affirme que le gouvernement de Londres s'est abstenu d'appuyer des prêts en faveur du régime salvadorien, demandés par différents organismes internationaux contrôlés par les Etats-Unis.

En Autriche, le "Arbeiter Zeitung" organe de presse du Parti Socialiste, a souligné le fait que le régime salvadorien, encouragé par les Etats-Unis, mène une guerre contre son propre peuple.

A Dublin, le président du Parti Travailleiste, Michael Higgins a déclaré au journal "Irish Press" que le seul objectif des Etats-Unis au Salvador est d'empêcher toute transformation politique et sociale.

En Italie, le Parti Socialiste Italien a dénoncé vigoureusement "la répression militaire et policière" tandis que la Démocratie Chrétienne au contraire, appuie les autorités légales du Salvador et le ministre italien des Affaires Etrangères, Mr. Emilio Colombo, soutient le processus électoral du 28 Mars.

En Suède, le secrétaire des Affaires Etrangères du Parti Ouvrier Social-démocrate, Pierre Schori, a affirmé à Stocolm que Washington est en train de former un bloc politique et militaire avec le Honduras et Costa Rica pour appuyer le régime de Napoleon Duarte. Il considère également que ce fait conduit à un accroissement des tensions dans la région ainsi qu'il octroi un caractère international au conflit Salvadorien.

DECLARATIONS DES EVEQUES NORD-AMERICAINS

Dans un témoignage devant le Congrès et dans des déclarations antérieures de la Conférence Catholique des Etats-Unis, nous avons régulièrement fait référence au problème d'El Salvador depuis Février 1980, époque à laquelle le regretté Mgr. Romero avait appelé à un changement de la politique des Etats-Unis. Notre position a été et continue d'être axée sur trois perspectives:

I/ A la suite de Mgr. Romero et, aujourd'hui, de Mgr. Rivera y Damas, nous sommes persuadés que l'assistance militaire extérieure, quelle que soit son origine et quel que soit son destinataire, n'est pas une contribution utile; au contraire, elle ne peut que renforcer le cycle de la violence en El Salvador. C'est pourquoi nous sommes opposés et continuons de nous opposer à l'aide militaire d'où qu'elle vienne, en même temps que nous appuyons l'assistance économique contrôlée des Etats-Unis. Nous apportons notre soutien aux mesures politiques destinées à empêcher l'arrivée en El Salvador d'armes en provenance d'autres pays, mais nous condamnons en même temps l'aide militaire des Etats-Unis à El Salvador.

II/ Nous faisons nôtre et soutenons l'appel de Mgr. Rivera y Damas pour une solution politique de base en El Salvador. Pour l'heure, nous tenons à attirer l'attention sur le rôle décisif et positif que les Etats-Unis peuvent et doivent jouer dans la recherche d'une solution politique plutôt que militaire pour le tragique conflit d'El Salvador. Pour jouer ce rôle de façon significative, les Etats-Unis s'efforceront de persuader les protagonistes de mettre fin au conflit armé et d'engager un dialogue constructif; les Etats-Unis aideront également à panser les blessures par une aide économique, éducative et alimentaire. Pour que les élections soient valides, il faut qu'elles soient l'aboutissement d'un processus politique: elles ne pourront être menées à bien que s'il est tenu compte des conditions préalables appropriées.

III/ Nous réaffirmons la position du conseil permanent de la Conférence Catholique des Etats-Unis sur les exilés salvadoriens aux Etats-Unis aujourd'hui. Nombre d'entre eux ont été ou sont expulsés; d'autres se trouvent sous menace d'expulsion. Nous estimons que, tant qu'El Salvador sera le théâtre de la violence et du conflit actuel, les citoyens de ce pays ne peuvent, quelles que soient leurs idées politiques, être contraints de retourner dans leur patrie. En conséquence, nous demandons que soit, de toute urgence, signé un moratoire sur les expulsions à destination d'El Salvador, du moins jusqu'à ce que le gouvernement au pouvoir soit en état de garantir la sécurité de ses citoyens. Nous avons également présent à l'esprit la souffrance de nombreux réfugiés et exilés salvadoriens dans d'autres pays. Apportons leur une assistance matérielle et demandons aux autres nations de répondre à leurs besoins.

DES PERSONNALITES CENTRE-AMERICAINES AUX NATIONS UNIES

Une centaine de personnalités centre-américaines ont signé un document qui sera remis au Secrétaire Général des Nations Unies, Mr. Javier Perez Cuellar, en demandant la mise en liberté des enfants du poète Salvadorien Roque Dalton, Juan José et Roque qui sont emprisonnés au Salvador.

Une délégation du Tribunal pour la Justice et la Paix en Amérique Centrale, remettra prochainement un document dans lequel elle exige "une solution politique et démocratique" à la crise salvadorienne, a déclaré Mr. Moises Torrijos, frère du président disparu du Panama.

Le document signale aussi que les élections du 28 Mars ne pourront pas donner une réponse aux problèmes de ce pays, réponse qui exige des négociations entre le gouvernement et les forces insurgées, qui ont un soutien politique qu'on ne peut pas nier. La délégation sera présidée par l'ex-chancelier du Guatemala Mr. Guillermo Toriello, l'ambassadeur de Nicaragua aux Nations Unies Mr. Xavier Chamorro et le Professeur de l'Université du Costa Rica Mr. Arnaldo Mora.

SOLIDARITE DANS LE MONDE

A Rome, un important rassemblement a eu lieu face à l'Ambassade Salvadorienne, les manifestants ont demandé au gouvernement Italien de rompre les relations diplomatiques avec la Junte.

A Paris, un important acte de solidarité avec le peuple salvadorien a eu lieu vendredi 12 Février. Cet acte a été organisé par "El Frente Amplio del Uruguay" et "Chile Democrático". Etaient présents grand nombre d'artistes et personnalités latino-américaines.

Aus Etats-Unis, une manifestation a eu lieu à l'Université de Berkeley (Californie) pour protester contre la décision de l'administration Reagan d'augmenter l'aide militaire au régime Salvadorien.

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi à Boston pour protester contre l'intervention américaine au Salvador.

Les manifestants ont scandé des mots d'ordre comme "pas de guerre, pas de bombes, nous ne voulons plus de Vietnam!"

Parmi les manifestants se trouvaient le sénateur Paul Tsongas, et le député Barney Frank; qui ont réclamé la fin de l'aide américaine au Salvador et une négociation pour mettre fin à la violence.